

L'Argentine, au bord du défaut, se tournera-t-elle vers la Chine ?

Entretien Marie-France Cros

À quelques jours de la date limite pour parvenir à un accord sur une partie de la dette argentine, fixée au 4 août, un groupe important de créanciers étrangers vient d'indiquer au gouvernement de Buenos Aires qu'il rejetait cette offre, trop coûteuse pour les détenteurs de dette argentine. Voilà plusieurs mois que les autorités péronistes (gauche) d'Argentine ont fait une offre de restructuration de 66 milliards de dollars de dette publique (sur un total de 324 milliards), qu'ils ont dû revoir à deux reprises en raison de son peu de succès auprès des créanciers.

L'offre initiale prévoyait de rembourser 39% des dettes contractées; la dernière propose de rembourser 53,5%. Mais les fonds d'investissement souhaitent un minimum de 56,5%.

En outre, Buenos Aires voulait disposer de trois ans pour se "remplir" – après une présidence Macri (droite) qui a amené la pauvreté à un taux de 35% de la population, et alors que le coronavirus accentue la crise – avant de commencer à rembourser. Ce délai est passé à un an.

Assez forts pour bloquer

Ce groupe de créanciers réunit 30 fonds d'investissement, qui affirment représenter "60% des obligations de cet échange et 51% du total des obligations en circulation" – soit 60% des

dettes renégociées en 2005 et 51% de celles contractées par Mauricio Macri – ce qui leur donnerait la possibilité de bloquer l'offre argentine.

Pour comprendre les enjeux de cette négociation, nous avons demandé à un spécialiste de l'Argentine, Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jaquemotte, de décrypter cette actualité pour nous.

Peut-on comparer la situation actuelle avec la crise de 2001, qui avait obligé le président péroniste Nestor Kirchner à renégocier une dette colossale en 2005 ?

Il est vrai que la situation actuelle se caractérise par une série de points communs avec celle qui prévalait à l'époque. Il y a 20 ans, la dette publique représentait 90% du PIB argentin, exactement comme aujourd'hui. Pour faire face à cette dette extérieure, les réserves en devises de l'Argentine représentaient, en 2002, 11% du PIB contre 10% en 2019. Nous sommes dans une situation comparable à la grande débâcle de 2001. Le FMI lui-même dit que la dette argentine actuelle est insoutenable. Mais la position de Buenos Aires aujourd'hui est moins dure que sous Nestor Kirchner: ce dernier proposait, en 2005, une restructuration à hauteur de 75% du stock de la dette, soit payer 25% des sommes dues.

Les premières propositions de Buenos Aires pour cette restructuration n'avaient-elles pas déjà été acceptées



AFP

Pendant cet hiver austral rendu plus difficile par le coronavirus, l'Argentine dispose

par une partie des créanciers, début 2020 ?

Oui, mais ces créanciers-là étaient loin de représenter une masse critique suffisante pour considérer qu'un accord était conclu. Depuis, d'importants acteurs se sont positionnés négativement face à l'initiative de Buenos Aires. C'est notamment le cas de BlackRock, le plus important fonds d'investissement au monde avec 6 840 milliards de dollars d'actifs sous son contrôle; à titre de comparaison, la production annuelle du Japon est inférieure de 50% aux possessions de BlackRock... Des acteurs de cette taille mènent inévitablement la danse dans des processus de restructuration.

53,5%

seront remboursés

Mais cette dernière proposition argentine semble insuffisante aux créanciers, qui veulent obtenir plus.

Qu'est-ce qui explique le durcissement des créanciers ?

La proposition argentine de restructuration de la dette inclut, en tant que mesure de conciliation avec les créanciers, un "bon" lié aux exportations du pays. Autrement dit, les créanciers devront accepter une réduction de la dette nominale mais se verront attribuer, pour adoucir la mesure, un titre qui leur octroiera, à titre de compensation, une part des exportations agricoles du pays. Pour que cette formule fonctionne, l'Argentine aura besoin d'investissements pour stimuler la production. BlackRock le sait et monnaie donc durement son adhésion à la restructuration de la dette argentine.

Cette dureté ne va-t-elle pas encourager



d'une conjoncture moins favorable que lors de la renégociation de 2001.

Buenos Aires à se tourner vers la Chine ?

C'est une éventualité très plausible. Après tout, la Chine n'a pas prêté tellement d'argent à l'Argentine: 13,5 milliards de dollars de prêts pour des travaux d'infrastructure et 3 milliards pour le secteur de l'énergie. Ces prêts ont l'avantage d'avoir été consentis pour doter l'Argentine d'infrastructures qui permettront au pays de dégager de la croissance à l'avenir et donc d'enregistrer des rentrées fiscales pour rembourser la dette. La dette à l'égard de la Chine équivaut à un peu plus de 5,5 % du volume de la dette argentine; pour la Chine, ces prêts ne représentent que 0,5 % de ses réserves de change. Il y a, comme on dit, de la marge.

Sous l'angle politique, j'observe que le président Alberto Fernández semble exclure toute nouvelle concession vis-à-vis des créanciers.

Y a-t-il une autre issue pour Buenos Aires que se tourner vers la Chine ?

Si la corde est cassée avec les marchés financiers occidentaux, je ne vois pas d'autre option pour l'Argentine. La précédente restructuration de la dette argentine a duré de 2001 jusque 2009, soit à peu près une décennie. À l'époque, le pays était, certes, coupé des marchés, mais le boom sur les matières premières lui garantissait un confortable excédent commercial, qui lui

permettait de trouver des devises. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le soja (dont l'Argentine est le principal producteur mondial) a perdu près de 45 % de sa valeur sur les marchés depuis juillet 2008. Si l'Argentine tournait le dos aux Occidentaux, ce serait un événement géopolitique et géoéconomique très significatif. L'Argentine est, en effet, un des piliers du Mercosur (NdLR: marché commun du cône sud de l'Amérique latine) et un acteur d'importance mondiale pour ce qui est de la production d'aliments. Le pays produit, en effet, de la nourriture pour 440 millions d'habitants (soit dix fois sa population). Contrôler l'accès aux capitaux d'un tel pays n'est pas rien en termes de puissance sur la scène mondiale.

Pourquoi cette négociation sur 66 milliards de dollars est-elle si importante ? L'Argentine a encore 250 autres milliards de dette...

Pour Buenos Aires, renégocier cette dette représente un allègement des remboursements à effectuer au cours des prochaines années, le temps de relancer l'économie nationale. Mais pour les créanciers, c'est une perte alors que nous sommes en pleine crise du coronavirus. Les faillites vont se multiplier en Europe et aux États-Unis. Pour eux, cette renégociation tombe à un bien mauvais moment.

Stephan Balliet et la haine antisémite devant les juges

Allemagne L'auteur présumé de l'attentat de Halle ne regrette... quasiment rien.

Delphine Nerbollier
Envoyée spéciale à Magdebourg

Stephan Balliet prend un plaisir évident à répondre aux questions des avocats. Celui qui a scandalisé l'Allemagne entière, il y a 9 mois, en attaquant une synagogue, le jour de la fête juive de Yom Kippour, dans la ville de Halle, ne renie quasiment rien depuis l'ouverture de son procès, le 21 juillet dernier, devant la cour pénale de Magdebourg, en Saxe-Anhalt. Le 9 octobre 2019, cet homme de 27 ans tente de faire exploser la porte de la synagogue, dans laquelle étaient alors rassemblées 52 personnes, avant de lancer une grenade dans le cimetière adjacent pour faire sortir les fidèles. Faute d'y parvenir, il tue une passante, en pleine rue, puis abat un homme de 20 ans dans un restaurant turc, tout en filmant les faits. Quelques heures plus tard, Stephahn Balliet est arrêté à l'issue d'une course-poursuite.

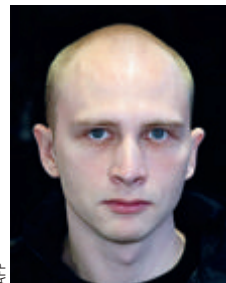
Neuf mois plus tard, ce jeune homme de petite taille, au crâne presque rasé et au visage effilé, habillé de noir et menotté aux chevilles, assène sa vision du monde, entre deux rires et sourires. Oui, il a bel et bien voulu tuer "le plus de Juifs possible", ses "ennemis", tonne-t-il de sa voix légèrement éraillée. "Auriez-vous tué sans distinction hommes et femmes si vous étiez entré dans la synagogue ?", lui demande un avocat. "Oui, les Juifs veulent l'égalité des sexes, n'est-ce pas ?", répond-il. "Des enfants aussi ?", ajoute l'avocat. "Oui, si cela avait empêché un jour mes propres enfants d'avoir à le faire eux-mêmes", avoue-t-il, sans ciller. "Et si vous aviez croisé des enfants noirs, en pleine rue, auriez-vous tiré ?", demande un autre avocat. "Question difficile", répond-il, amusé par la perspective. "Je crois bien que oui", finit-il par déclarer.

Devant les juges, Stephan Balliet se qualifie "assurément" d'antisémite mais refuse de répondre au qualificatif de "nazi". "Pourtant c'est ce que vous êtes", lui rétorque une avocate, après qu'il a accusé "les Juifs d'avoir créé le communisme et le féminisme" et "de conquérir l'Europe de-

puis 2000 ans en soumettant l'homme blanc". Pour l'avocate Assia Lewin, "Stephan Baillet tente évidemment de transformer son procès en tribune". "C'est inévitable, assure-t-elle. À nous, avocats, de le contrer", note-t-elle.

Très loquace sur ses motivations, l'accusé rechigne en revanche à répondre aux questions concernant sa famille et son influence sur sa radicalisation. "Aucune", tonne-t-il, visiblement touché. "Nous ne parlions jamais de politique à la maison", assure-t-il. Certains avocats n'y croient pas et rappellent que jusqu'à l'attentat, le jeune homme vivait encore chez sa mère, dans un petit trois-pièces, près de Halle, après avoir mis un terme prématuré à ses études de chimie. La lecture d'une lettre de sa mère – par ailleurs professeure d'éducation civique – confirme les doutes. Elle y accuse ouvertement "les Juifs et la société" de l'avoir "détruit" "elle et son fils".

De son côté, Stephan Balliet maintient la ligne du loup solitaire. Il dit avoir toujours agi seul, sans soutien et se présente comme un amateur d'armes, asocial, sans ami, sans petite amie, sans modèle, sans activité sportive. Sa radicalisation aurait donc eu lieu sur Internet, en solo, sans lien avec aucune structure



Stephan Balliet
Auteur présumé de l'attentat de Halle en octobre 2019.

connue en Allemagne, mais insufflée par la crise migratoire de 2015 et sa crainte que "les musulmans et les étrangers conquièrent le pays".

En mars 2019, l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande, commis par un extrémiste, avec la mort de 50 musul-

mans, l'aurait conforté dans l'idée d'agir, "car cela en vaut la peine". Il choisira la date de la fête du Yom Kippour pour cela, confectionne ses armes lui-même avec une imprimante 3D, les cache sous son lit, et publie un manifeste en anglais dans l'espoir d'être lu au-delà de l'Allemagne.

Stephan Balliet concède toutefois quelques regrets: avoir tué une "Blanche", devant la synagogue, et surtout avoir "échoué à atteindre son objectif" dans la synagogue. Il le reconnaît, il a multiplié les erreurs, par un manque de préparation et des armes de mauvaise qualité. "Je ne suis pas un bon guerrier, vous l'avez vu", énonce-t-il en regrettant de s'être "ridiculisé aux yeux du monde".

Dans la salle, les parties civiles accusent le coup.